

# APPLICATION DE LA METHODE DU VIEUX SOUVERAIN PAR VIVANT (2004)

## A. SA PHILOSOPHIE

Son principe premier est le suivant : **dans l'Etat ou la société, l'homme et son environnement écologique doivent être au centre de toute initiative.** L'organisation de la société est au service du citoyen et non pas le contraire. L'épanouissement des hommes et des femmes au sein de la société est une priorité absolue. La société doit tout mettre en œuvre pour y parvenir. Il va cependant de soi que **chacun garde la responsabilité de sa vie et de son bonheur.**

L'homme n'est pas un objet, il ne se limite pas à sa seule fonction de consommateur ou de travailleur. Les hommes et les femmes sont des êtres humains qui méritent le respect en toute circonstance et **sont souverains dans la mesure où ils le souhaitent et en ont la faculté.** Ce sont des acteurs sociaux. Ils sont capables de créativité, dans la limite de leurs possibilités humaines, et peuvent donc participer à l'élaboration de conditions optimales de vie et de société.

Le système économique et les organismes financiers ne sont pas un but en soi. Ce ne sont pas non plus des "valeurs supérieures". Ils sont au service de l'homme. Ils ne sont pas au-dessus des lois ou de l'Etat. L'Etat, c'est-à-dire nous tous, est organisé collectivement et démocratiquement dans le but de rendre notre société viable, durable et agréable.

Les instances supérieures, la politique, les organes de gestion, l'économie, la justice, les fonctionnaires, les ministres... sont des moyens qui permettent aux habitants d'un pays de cohabiter et d'avoir l'impression de vivre en communauté.

Vivant milite pour une justice sociale et lutte contre toute violation physique, morale ou environnementale.

Vivant veut que tous les habitants d'un pays se sentent en sécurité, tant dans leurs relations interpersonnelles qu'en cas d'éventuels problèmes. Dans l'optique de Vivant, la mission de la société est d'éliminer la peur, le désespoir, la misère et l'exclusion par **la prévention, l'information et l'instruction.** De là, notamment, le témoignage d'adhésion de Vivant lors du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme.

## B. SA CONVICTON QU'IL FAUT UN NOUVEAU SYSTEME SOCIAL

### 1. Un Nouveau système

Jusqu'il y a dix ans, nous nous trouvions dans un contexte d'économie essentiellement fermée. Les échanges économiques se faisaient avec des pays ayant un système de sécurité sociale semblable au nôtre. Les entreprises n'avaient pas de possibilités évidentes de délocalisation comme c'est le cas maintenant.

La chute du mur de Berlin a changé le monde. Le monde capitaliste compte actuellement

5 milliards de consommateurs au lieu d'1 milliard il y a dix ans.

Le nombre de travailleurs a augmenté dans des proportions semblables. Mais le salaire de ces travailleurs complémentaires est dix fois plus faible que chez nous.

La sécurité sociale dans la plupart des pays, qui participent nouvellement au marché mondial, est quasi inexistante.

C'est pour cela que la réduction du temps de travail systématisée n'est pas une bonne solution.

Analysons ce qui se passerait si une loi obligeait les entreprises à réduire le temps de travail.

*a) Si c'est une réduction du temps de travail avec réduction de salaire*, les gens auraient moins d'argent à dépenser. Non seulement, ils vivraient moins bien, mais une plus faible consommation aurait comme conséquence une diminution des ventes par les entreprises, donc moins de production et donc encore plus de chômage.

*b) Si l'on travaille moins pour le même salaire*, le coût de production des entreprises augmente, conduisant à des produits plus chers. Nos exportations en souffriraient, conduisant également à plus de chômage.

L'inflation reprendrait à cause de prix plus élevés dans notre pays. Bien sûr, on pourrait importer des produits fabriqués ailleurs à plus faible coût pour éviter l'inflation mais alors le chômage augmenterait d'autant plus.

Dans le contexte du libre-échange avec des pays à bas salaires, la réduction du temps de travail conduit le pays à la désintégration.

Il est grand temps que nos gouvernements comprennent que la sécurité sociale de l'Etat-Providence est en péril et les mesures préconisées jusqu'aujourd'hui démontrent que les politiciens n'y voient plus clair, même si leurs intentions sont les meilleures.

Un pays dont les entreprises doivent payer +/- 40 % de leur valeur ajoutée pour financer la sécurité sociale ne peut pas être mis en concurrence directe avec les pays à bas salaires sans sécurité sociale. Si nous ne voulons pas voir fondre notre sécurité sociale, il n'y a qu'une solution: *faire participer les produits importés au financement de la sécurité sociale*.

Cela peut se faire au mieux en remplaçant, pour les produits fabriqués en Europe, les prélèvements sur les salaires par une augmentation de la TVA.

Quant aux produits fabriqués en dehors de la Communauté Européenne, grâce au travail d'enfants par exemple, ils seraient ainsi grevés de taxes supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

**Cette mesure n'est pas protectionniste** dans le sens strict du terme, puisque la TVA serait la même pour les produits fabriqués chez nous ou dans les pays à bas salaires. En fait, cette mesure ne fait que diminuer une partie du handicap de nos entreprises.

Il faut donc repenser l'Etat-Providence pour le sauver. La base de financement de la sécurité sociale **se rétrécit** d'année en année. Dans le système actuel, basé sur la contribution du salaire des actifs, une faible partie de la population doit assurer son financement (*2.000.000 de travailleurs marchands seulement !*)

La réduction du temps de travail réduit encore plus cette base de financement. La réduction du temps de travail est donc **une erreur**.

C'est une erreur **aussi** parce qu'il y a suffisamment de travail à effectuer, surtout dans les services (soins, entretien, éducation...). Mais ce travail et donc ces services sont devenus **excessivement chers** à cause justement du financement de la sécurité sociale par une taxation sur le travail.

Nous évoluons rapidement vers une société de services. Cela a des conséquences économiques et philosophiques.

*a) Au niveau économique*, c'est le système de financement de la sécurité sociale qui est mis en cause. En effet, les services ne peuvent être grevés aussi fortement de taxes que les produits industriels car alors un circuit parallèle, au noir, se met en place.

*b) Au niveau philosophique*, il faut qu'il y ait une prise de conscience que dans la société post-industrielle, il y a du bien-être matériel en suffisance pour tout le monde à condition que l'on organise la société **de façon intelligente**.

Dès lors, l'accent doit être mis sur le bien-être humain (*spirituel...*), c'est-à-dire qu'il faut créer pour les personnes, pour toute la population, un contexte économique et social qui puisse donner à chacun la possibilité de se "sentir bien". En pratique, cela implique une mobilité du travail qui permet à chacun de trouver une occupation qui lui plaît, plutôt que de **s'accrocher une vie durant** à un boulot pour l'unique raison qu'il est une source de revenu et de sécurité. Dès lors, **il faut découpler la sécurité sociale du travail**, aussi bien en ce qui concerne le revenu lorsqu'on perd son travail, que pour les droits à la pension et aux soins médicaux.

## **2. Que se passera-t-il si nous ne changeons pas notre système social ?**

Nous évoluons vers une société où la sécurité sociale durement acquise **s'effrite lentement mais sûrement**. Les politiciens des partis traditionnels ne veulent pas l'admettre, mais la base de financement de la sécurité sociale, c'est-à-dire le nombre des personnes qui contribuent à payer pour la sécurité sociale, **se rétrécit**.

Il y a de moins en moins de personnes qui travaillent et donc, de moins en moins de personnes qui contribuent au financement de la sécurité sociale par le prélèvement de contributions de l'employé et de contributions patronales liées à l'emploi.

En même temps, par les mises en pré-pension et l'accroissement de la durée de vie, les charges de la sécurité sociale deviennent de plus en plus lourdes.

**Si rien ne se passe, nous allons vers la faillite du système de sécurité sociale.**

Nous en voyons déjà les signaux précurseurs: de plus en plus de personnes sont exclues du chômage et du CPAS.

Moins de sécurité sociale n'est pas acceptable pour Vivant.

Il faut donc, de toute façon, **trouver un autre système de financement** de la sécurité sociale.

Aujourd'hui, l'Etat s'occupe de tout. Vraisemblablement les politiciens pensent que le citoyen est incompetent et de mauvaise foi. Il y a mille règlements, mille possibilités d'aides et autant de contrôleurs pour chaque décision que nous avons à prendre.

Nous voulons un Etat de droit **mais un Etat de droit compréhensible**.

La myriade de lois et de règlements est devenue tellement complexe que même les spécialistes se disputent et se font des procès pour savoir qui a raison, une raison que nous, les gens normaux, ne comprenons pas toujours. **Pensons à la suspension de Monsieur Conerotte par la cour de Cassation qui est la manifestation d'une justice emberlificotée dans des procédures procédurières (ou des difficultés de procédures).**

En matière de droit de travail et sécurité sociale, la prolifération de règlements n'est pas moindre. Il existe une quarantaine de systèmes de promotion de l'emploi et ils changent constamment comme si le carreleur, le boucher ou le chef d'une PME pouvait trouver le temps d'étudier tout cela. Il est donc nécessaire de **simplifier la législation concernant le travail et le chômage.**

### **3. Le modèle Vivant marquera-t-il une différence par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui ?**

Non et oui.

Non, dans la mesure où, pour la majorité des gens, les revenus de remplacement qu'ils obtiendraient ne seraient pas très différents de la situation actuelle.

La grosse différence, c'est qu'il ne faut pas avoir travaillé pour avoir droit à la sécurité sociale. De plus, il n'y a pas de calculs savants, d'interventions mystérieuses ou politiques qui peuvent influencer le montant que l'on reçoit.

Surtout, il n'y a pas d'exclus et *le revenu de citoyenneté découple la sécurité sociale du travail.*

Oui car cela rend le travail plus libre, plus flexible et mieux rémunéré.

Ceux qui veulent changer de travail peuvent donner leur démission avant de chercher un autre boulot, *sans pénalisation au niveau du revenu de base puisque ce dernier est inconditionnel.* .

Bien sûr, il devient inutile d'aller pointer et ne pas avoir du travail n'est plus un blâme social.

Les gens pourront donc plus facilement changer de travail, jusqu'à ce qu'ils trouvent le travail et le patron qui leur plaisent. Si, après quelques années, ils désirent une expérience professionnelle nouvelle, pas de problème !

Puisqu'il y aura moins d'exclus, même les gens aisés profiteront de la nouvelle situation car il y aura moins de criminalité, moins de misère.

**Notre société est suffisamment riche** pour se permettre de pourvoir un revenu de base à tous ses citoyens. Alors, qu'attendons-nous?

### **4. Pourquoi fallait-il créer un nouveau mouvement politique?**

Le monde est en transition. Depuis la chute du mur de Berlin, le système économique mondial s'est agrandi de l'ancien monde communiste (la Chine, l'Inde, les pays de l'Est). En nombre d'habitants, donc en nombre d'acteurs économiques, nous sommes passés de 1 milliard à 6 milliards en quelques années.

Aucune autorité internationale ou nationale ne s'est sérieusement demandé s'il fallait un programme « d'adaptation » au niveau mondial. Il y a eu des interventions localisées (Allemagne de l'Est) et disparates.

Nul ne s'est sérieusement demandé quelles seraient les conséquences économiques pour l'Europe. Les hommes d'affaires n'y ont vu que la possibilité de "business" dans ces pays et ils se sont envolés pour aller créer des "joint ventures", vendre notre know how, souvent avec des subsides payés par le contribuable européen et avec l'aide de nos organismes d'aide au commerce extérieur.

Les résultats: chômage massif avec toutes les conséquences psychiques pour les personnes concernées, érosion du financement de notre sécurité sociale. Les jeunes sont touchés immédiatement et les personnes âgées le seront lorsqu'il n'y aura plus d'argent pour payer les pensions.

La globalisation de l'économie met la Belgique et l'Europe en compétition directe avec des pays où non seulement les salaires sont plus bas, mais également où il n'y a pas ou peu de protection et donc de coûts sociaux.

Les faibles coûts salariaux en Chine et en Inde (qui sont des réservoirs inépuisables de main d'œuvre - 2 milliards d'habitants, 6 fois plus que l'Europe) incitent les entreprises à délocaliser **tout ce qui peut l'être**. Même des services informatiques et des travaux administratifs sont délocalisés.

Pour notre pays où le coût du travail est artificiellement élevé à cause des impôts (et charges sociales) levés sur le travail, cela produit une spirale négative. Le chômage accru est financé par de nouvelles hausses d'impôts qui rendent notre travail encore moins compétitif.

**Il y a deux solutions pour sortir de ce cercle vicieux:**

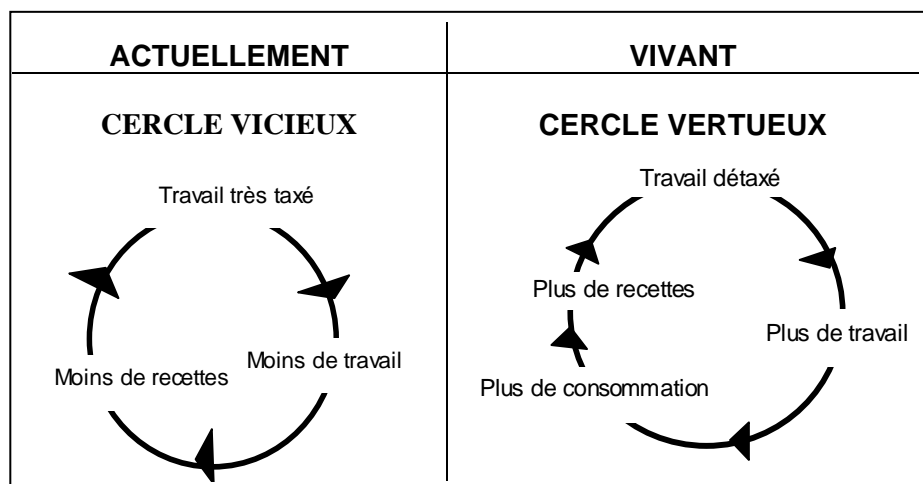
1) Diminuer les salaires en remplaçant des employés expérimentés par des jeunes mal payés avec des statuts sociaux temporaires, diminuer le salaire minimum et mettre en place une répression sociale par des sanctions contre des chômeurs démotivés. C'est ce que fait votre gouvernement. **C'est contre cela que Vivant se révolte.**

2) Faire payer les produits importés (en provenance des pays à bas salaires) pour une partie de notre sécurité sociale. En pratique, remplacer la taxe sur le travail par une taxe sur la consommation (TVA) (TSC). Donc, assainir la base de financement de notre sécurité sociale. C'est ce que veut VIVANT

**UNE LOGIQUE ECONOMIQUE**



Il n'est pas nécessaire d'être universitaire pour comprendre !



## **Programme de VIVANT-EUROPE**

**« Il faut donc arrêter de pénaliser le travail des citoyens européens par une imposition qui favorise les délocalisations.**

**Les taxes sur le travail tuent l'emploi, vident l'Europe de ses compétences et mettent en péril le financement de notre sécurité sociale.**

**Le financement de la sécurité sociale européenne doit trouver sa source auprès de la vente des produits en Europe, par une taxe sur la consommation (TSC) ou TVA sociale, plutôt que de rendre hors de prix le coût de l'emploi.**

**Sauver l'emploi et la sécurité sociale, c'est garantir un développement humain durable au sein d'une Europe sociale respectueuse de l'environnement. »**

**VIVANT-EUROPE EST UN MOUVEMENT  
POUR CONSTRUIRE UNE EUROPE SOCIALE  
ET UNE MONDIALISATION REGULEE**